

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/146

19 mai 2003

(03-2674)

Organe de règlement des différends
31 mars 2003

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 31 mars 2003

Président: M. Shotaro Oshima (Japon)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. États-Unis – Subventions concernant le coton upland	1
a) Désignation par l'ORD d'un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements, conformément au paragraphe 4 de l'annexe V de l'Accord SMC	1
2. Canada - Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés	5
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis	5
1. États-Unis – Subventions concernant le coton upland	
a) Désignation par l'ORD d'un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements, conformément au paragraphe 4 de l'Annexe V de l'Accord SMC	
1. Le <u>Président</u> a rappelé qu'à sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD était convenu d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la plainte du Brésil relative aux subventions des États-Unis concernant le coton upland (WT/DS267/7). Il a aussi rappelé que, outre la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il avait présentée, le Brésil avait également demandé que l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC. Conformément à ces procédures, l'ORD devait désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte des renseignements nécessaires aux parties et au groupe spécial. Afin de répondre à la demande du Brésil, le Président avait engagé des consultations avec les parties au différend au sujet de cette question, mais ces consultations n'étaient pas encore terminées. Il n'était donc pas en mesure de faire une proposition à la réunion en cours, mais il espérait pouvoir le faire prochainement. Le Président a ensuite invité les délégations à prendre la parole, si elles le souhaitaient.	
2. Le représentant du <u>Brésil</u> a dit que le 18 mars 2003, à la demande du Brésil, l'ORD avait établi un groupe spécial chargé d'examiner les subventions accordées par les États-Unis concernant le coton upland. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, datée du 7 février 2003, le Brésil demandait aussi que l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC, conformément au paragraphe 2 de cette annexe. Ces procédures devaient permettre d'obtenir des	

pouvoirs publics du Membre qui accordait la subvention les renseignements nécessaires pour établir l'existence et le montant du subventionnement ainsi que les renseignements nécessaires pour analyser les effets défavorables causés par le produit subventionné. Conformément au paragraphe 4 de l'Annexe V, l'ORD devait désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements. Le représentant du Brésil a fait observer que, conformément au paragraphe 1 de l'Annexe V, tous les Membres devaient coopérer à la collecte des éléments de preuve qu'un groupe spécial examinerait dans le cadre des procédures énoncées à l'article 7 de l'Accord SMC. Il a dit que deux noms avaient été proposés aux parties le 5 mars 2003, soit 26 jours auparavant, et un représentant aurait dû être désigné par l'ORD à la réunion du 18 mars. Or, à cette réunion, les États-Unis avaient indiqué qu'ils n'étaient pas en mesure de convenir de la désignation du représentant. Comme prétexte, les États-Unis s'étaient demandé si la question avait été dûment inscrite à l'ordre du jour et avaient indiqué que le Brésil était tenu d'identifier les marchés de pays tiers à prendre en considération dans le processus. Le Brésil n'était pas d'accord sur l'argumentation des États-Unis et il avait demandé la convocation d'une réunion extraordinaire de l'ORD aux fins de la désignation d'un représentant et avait fait inscrire la question en tant que point distinct de l'ordre du jour. Le Brésil avait aussi communiqué la liste des marchés de pays tiers qui avait été reproduite dans le document WT/DS267/9, distribué le 21 mars 2003. L'intervenant a fait observer que 13 jours s'étaient écoulés depuis l'établissement du groupe spécial et depuis le jour où l'ORD aurait dû désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements. Il était donc grand temps pour l'ORD de s'acquitter de l'obligation qui lui incombait en vertu du paragraphe 4 de l'Annexe V de l'Accord SMC. Le représentant du Brésil a répété que ce paragraphe disposait ce qui suit: "L'ORD désignera un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements".

3. Le représentant des États-Unis a dit que pour son pays la désignation à la réunion en cours d'un représentant de l'ORD conformément à l'Annexe V de l'Accord sur les subventions était prématurée. Comme les États-Unis l'avaient expliqué lors des consultations informelles tenues la semaine précédente, le Brésil n'était pas habilité à recourir à ce stade aux procédures énoncées à l'Annexe V. Les États-Unis avaient soutenu tout au long du différend que les mesures en cause étaient visées par l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, également connu sous le nom de clause de paix. Dans ce différend, le Brésil alléguait des effets défavorables, y compris un préjudice grave. Il ressortait clairement aussi bien de l'Accord sur les subventions que de l'Accord sur l'agriculture que de telles allégations étaient exclues s'agissant de mesures visées par la clause de paix. Le processus prévu à l'Annexe V ne pouvait être appliqué que pour les plaintes pour préjudice grave. Étant donné que la clause de paix excluait les actions fondées sur de telles allégations, le processus prévu à l'Annexe V ne pouvait pas être appliqué en l'espèce aux mesures en cause. Toutefois, de même qu'ils avaient engagé des consultations avec le Brésil de bonne foi et avaient répondu à plus d'une bonne centaine de questions lors de ces consultations, les États-Unis proposaient un moyen pragmatique de sauvegarder les positions de chacune des deux parties. D'après la proposition des États-Unis, si le groupe spécial déterminait que la clause de paix ne s'appliquait pas, les parties pourraient alors engager le processus prévu à l'Annexe V. Bien entendu, et pour être clairs, les États-Unis estimaient que la clause de paix ne s'appliquait pas, de sorte que l'on n'atteindrait jamais ce stade. Les États-Unis restaient disposés à procéder à de nouvelles consultations en vue d'arriver à un accord sur un représentant approprié de l'ORD. En fait, ils étaient prêts à rechercher un consensus à la réunion en cours. Il était cependant prématuré de désigner un représentant de l'ORD alors que les parties ne s'étaient pas encore mises d'accord sur le moment où les procédures prévues à l'Annexe V devaient être engagées.

4. Le représentant du Brésil a rappelé que c'était à sa réunion du 18 mars que l'ORD aurait dû désigner un représentant, comme le prescrivait le paragraphe 4 de l'Annexe V. Le Brésil constatait avec préoccupation que les États-Unis persistaient à élever des objections à la désignation d'un représentant à la réunion en cours. Il constatait aussi que les États-Unis avaient avancé des arguments ayant trait à l'application de la clause de paix et de l'Annexe V. Le Brésil rappelait que la seule

prescription concernant la collecte des éléments de preuve selon les procédures de l'Annexe V était que la question soit portée devant l'ORD conformément à l'article 7.4 de l'Accord SMC. C'est ce qui avait été fait à travers la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il avait présentée. C'était depuis le 18 mars au moins, date à laquelle le groupe spécial avait été établi, que le processus de collecte de renseignements prévu à l'Annexe V aurait dû être en place comme il convenait et que le facilitateur aurait dû être désigné. L'argument relatif à la clause de paix avancé par les États-Unis à la réunion en cours était un argument fallacieux qui visait à semer la confusion dans un processus qui était simple. Se retrancher derrière la clause dite de paix n'était nullement un droit absolu et inconditionnel. Il fallait pour ce faire satisfaire aux critères qui étaient énoncés dans l'Accord sur l'agriculture. Le Brésil estimait qu'il pourrait être utile que le groupe spécial dispose des renseignements recueillis en application de l'Annexe V, y compris des allégations en rapport avec la clause de paix.

5. Le Brésil a fait observer que l'objection soulevée par les États-Unis revenait de leur part à créer une situation sans issue en essayant d'empêcher le Brésil de rassembler les renseignements nécessaires pour démontrer le bien-fondé de son allégation. La clause de paix avait une portée différente selon la catégorie des mesures en cause. Les États-Unis devraient être plus précis quant aux dispositions qu'ils jugeaient applicables. Le Brésil réserverait pour le stade du groupe spécial des références plus spécifiques à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, il tenait à rappeler, pour mémoire, que le paragraphe 1 de l'Annexe V faisait obligation aux parties de coopérer à la collecte des éléments de preuve qu'un groupe spécial examinerait dans le cadre des procédures énoncées à l'article 7 de l'Accord SMC. Il ne s'agissait pas de la clause de l'effort maximal, et le groupe spécial avait déjà été établi au titre de l'article 7.4 de l'Accord SMC et de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le Brésil tenait aussi à souligner que les nouvelles allégations formulées par les États-Unis à la réunion en cours ne l'avaient pas été au moment où la procédure prévue au paragraphe 2 de l'Annexe V avait été engagée.

6. Le Brésil a fait observer que l'on ne pouvait guère s'empêcher d'avoir l'impression que les États-Unis essayaient de retarder et d'entraver les procédures. Si les États-Unis avaient des doutes quant à la pertinence de l'Annexe V dans cette affaire, ils pouvaient porter la question devant le groupe spécial. La solution raisonnable serait alors que l'ORD désigne un représentant, comme le prescrivait le paragraphe 4 de l'Annexe V, afin de mener à bien le processus de collecte de renseignements et, conformément au paragraphe 5 de l'Annexe V, de soumettre ces renseignements au groupe spécial. En faisant obstacle au consensus en faveur de la désignation de ce représentant, les États-Unis montraient clairement qu'ils n'étaient pas disposés à coopérer au processus de collecte de renseignements et le Brésil tirerait de cette attitude la conclusion qui s'imposait. Le Brésil regrettait que les procédures prévues à l'Annexe V soient entravées, mais il poursuivrait néanmoins la collecte de renseignements comme il était en droit de le faire. Il enverrait sa demande de renseignements aux États-Unis ainsi qu'aux pays tiers et comptait sur leur coopération pour la réalisation de l'objectif énoncé à l'Annexe V.

7. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que celles-ci avaient réservé leur droit de participer en tant que tierce partie aux travaux du groupe spécial. Les Communautés européennes présumaient que les questions posées et les renseignements fournis conformément à la procédure prévue à l'Annexe V seraient mis à la disposition des tierces parties, car ils pouvaient devenir des éléments décisifs qui permettraient au groupe spécial de se prononcer en l'espèce. Elles aimeraient avoir confirmation de cette hypothèse et rappelaient que l'organisme responsable de l'administration de l'Annexe V sur le territoire des Communautés était la Commission des Communautés européennes. En conséquence, toute demande de renseignements concernant les marchés de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal devait être adressée à la délégation de la Commission des Communautés européennes à Genève.

8. Le représentant de l'Argentine a dit que, en ce qui concerne les références faites à la clause de paix, son pays croyait comprendre que l'exception énoncée dans la clause ne conférait pas une immunité absolue contre les plaintes déposées au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. La clause ne prévoyait l'exemption de l'application des mesures fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et sur les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC que pour autant qu'il était satisfait aux conditions qui y étaient stipulées. L'Argentine a souligné que la modération offerte jusqu'au 31 décembre 2003 ne pouvait s'appliquer que si ces conditions étaient effectivement remplies. Elle était donc préoccupée par l'interprétation des États-Unis sur ce point. L'Argentine tenait à réitérer la déclaration qu'elle avait faite à la réunion du 18 mars de l'ORD concernant la participation de tierces parties aux procédures énoncées à l'Annexe V de l'Accord SMC.

9. Le représentant du Bénin a dit que sa délégation désirait savoir si le Président de l'ORD avait reçu une communication qui lui avait été adressée le 24 mars 2003 pour informer l'ORD que le Bénin souhaitait participer en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial relatifs à l'affaire "États-Unis - Subventions concernant le coton upland".

10. Le Président a dit qu'il avait reçu la communication du Bénin et que celui-ci participerait en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial concernant cette affaire.

11. Le représentant du Bénin a dit que son pays était producteur et exportateur de coton et que la culture du coton y occupait un large segment de la population rurale. Le coton représentait environ 93,8 pour cent des exportations de produits agricoles du pays, 19,3 pour cent de ses exportations totales et 8,8 pour cent de son PIB. Ces dernières années, les exportations béninoises de coton sur le marché mondial avaient fortement diminué, tant en volume que du point de vue des recettes qu'elles procuraient. Cette évolution découlait des pratiques ayant des effets de distorsion suivies par d'autres pays producteurs, dont les États-Unis, en ce qui concerne leur production et leurs exportations de coton. Le dommage qui en était résulté pour la production et l'économie agricoles du Bénin et les perspectives inquiétantes pour ce secteur avaient incité le Bénin, à la suite de l'échec des consultations entre le Brésil et les États-Unis portant sur les subventions concernant le coton upland, à demander à être associé en tant que tierce partie à la plainte déposée par le Brésil. Le Bénin a souligné qu'en tant que producteur et exportateur de coton, il avait un intérêt économique et commercial dans la procédure en cours ainsi qu'un intérêt systémique dans la mise en œuvre des règles, disciplines et procédures de l'OMC, y compris celles concernant l'accès aux marchés, le soutien interne et les subventions à l'exportation.

12. Le représentant de l'Inde a dit que son pays comptait parmi les Membres qui avaient réservé leurs droits en tant que tierces parties lorsque le groupe spécial chargé d'examiner cette question avait été établi. Il a rappelé qu'à la réunion du 18 mars de l'ORD, l'Inde avait demandé elle aussi à participer au processus de collecte de renseignements prévu à l'Annexe V de l'Accord SMC. L'Inde souhaitait exprimer à nouveau son désir d'être associée à ce processus. Le Brésil avait désigné l'Inde comme étant l'un des pays, avec les Communautés européennes et quelques autres Membres, auprès desquels des renseignements pourraient être recueillis. En conséquence, l'Inde désirait informer l'ORD que la Mission de l'Inde à Genève était le point de coordination pour toute communication qui serait adressée à ce sujet.

13. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait répondre à certaines des observations faites par certaines délégations qui venaient de prendre la parole. Pour ce qui était des observations concernant la relation entre la clause de paix et l'Annexe V de l'Accord sur les subventions, il a dit qu'un Membre ne pouvait pas recourir aux procédures de l'annexe V pour établir "l'existence et le montant du subventionnement" ni par ailleurs pour établir l'applicabilité de ladite clause. Le processus prévu à l'Annexe V était censé servir à établir des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'Accord sur les subventions. Aucune disposition de cette annexe ne prévoyait qu'un Membre pouvait utiliser l'Annexe V de l'Accord sur les subventions aux fins de l'Accord sur

l'agriculture. Même si les États-Unis convenaient que le Brésil avait invoqué les procédures de l'Annexe V, ils ne pouvaient pas convenir que ces procédures étaient déjà engagées. S'agissant des tierces parties, les États-Unis rappelaient la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion du 18 mars de l'ORD, à savoir que l'Annexe V n'envisageait pas la participation de tierces parties au processus qui y était prévu ni l'accès aux renseignements recueillis au cours de ce processus. Ils rappelaient qu'ils espéraient que de nouvelles consultations auraient lieu au sujet de cette question dans un proche avenir.

14. Le représentant du Brésil a pris acte des déclarations faites par les tierces parties. Il a dit que le Brésil espérait participer avec elles au processus de collecte de renseignements et il les a remerciées d'avoir indiqué des points de coordination pour cette collecte. Il a fait observer que, conformément à l'annexe V, dans les cas où des questions seraient portées devant l'ORD au titre du paragraphe 4 de l'article 7 de l'Accord SMC, les renseignements nécessaires pour établir l'existence et le montant du subventionnement pourraient être recueillis. Par conséquent, de l'avis du Brésil, il y avait un lien évident s'agissant de la pertinence de la clause de paix en l'espèce.

15. Le Président a proposé que l'ORD prenne note des déclarations et convienne de suspendre la réunion sur ce point de l'ordre du jour jusqu'à nouvel avis. Il a en outre proposé de continuer à tenir des consultations avec les parties au différend sur cette question; lorsqu'un accord serait intervenu, il enverrait une télécopie aux délégations pour les informer de la reprise de la réunion.

16. L'ORD en est ainsi convenu.

2. Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (WT/DS276/6)

17. Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné la question à sa réunion du 18 mars 2003 et était convenu d'y revenir. Il a appelé l'attention sur la communication des États-Unis figurant dans le document appelé WT/DS276/6.

18. Le représentant des États-Unis a dit qu'à la réunion du 18 mars de l'ORD, son pays avait demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends afin d'examiner si les mesures prises par le Canada concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés étaient incompatibles avec les obligations du Canada au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC. Comme les États-Unis l'avaient expliqué lors de cette réunion, leurs préoccupations concernant les exportations de blé avaient trait aux pratiques en matière de vente de blé suivies par le gouvernement canadien et son entreprise commerciale d'État, la Commission canadienne du blé, qui paraissaient incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article XVII du GATT de 1994. Les préoccupations des États-Unis concernant les grains importés avaient trait à la discrimination dans les règles régissant le réseau canadien de manutention des grains et le réseau canadien de transport ferroviaire, qui paraissait incompatible avec les obligations du Canada au titre de l'article III du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC. À la réunion du 18 mars, le Canada s'était déclaré déçu que les États-Unis aient demandé l'établissement d'un groupe spécial. Or, la demande des États-Unis ne saurait surprendre le Canada. Contrairement à ce que le Canada avait laissé entendre à la réunion du 18 mars de l'ORD, les États-Unis n'étaient absolument jamais convenus que les pratiques commerciales du Canada en ce qui concerne le blé étaient compatibles avec ses obligations au titre de l'Accord sur l'OMC. Au contraire, les États-Unis avaient exprimé à plusieurs reprises de graves préoccupations au sujet de ces pratiques. En conséquence, les États-Unis souhaitaient demander à nouveau que l'ORD établisse, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, un groupe spécial doté du mandat type pour examiner ces questions.

19. Le représentant du Canada a déclaré que son pays se rendait compte qu'un groupe spécial serait établi lors de la réunion en cours. Néanmoins, le Canada tenait à redire qu'il était déçu que les États-Unis aient décidé de présenter cette deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial, d'autant que les États-Unis eux-mêmes avaient déjà examiné à fond ces questions et mené des enquêtes à ce sujet. Le secteur céréalier du Canada et sa politique en matière de transport étaient tout à fait compatibles avec les règles de l'OMC et les obligations souscrites dans le cadre de l'Organisation. Le Canada défendrait son intérêt national qui était de maintenir un secteur céréalier compétitif et axé sur le marché.

20. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, un groupe spécial doté du mandat type.

21. Les représentants du Chili, des Communautés européennes, du Japon, du Mexique et du Taipei chinois ont réservé leurs droits de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.
